

Convention collective départementale

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

IDCC : 436 | OUVRIERS

(Charente-Maritime)

Dénonciation par lettre du 12 février 2018

de la FBTP Charente-Maritime de la convention collective départementale
du 21 septembre 1967 et de l'ensemble de ses avenants

NOR : ASET2150892M

IDCC : 436

Fédération du bâtiment et des travaux publics
de la Charente-Maritime,
15, rue de Saintonge,
17430 Tonnay-Saintonge

Le 12 février 2018.

Monsieur,

Dans le cadre de l'opération de restructuration des branches engagée en application de la loi du 5 mars 2014 et conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, nous vous notifions par le présent courrier la dénonciation de :

■ La convention collective du bâtiment et des travaux publics de la Charente-Maritime du 21 septembre 1967 et l'ensemble de ses avenants.

Cette dénonciation fait courir un préavis de 3 mois.

En conséquence, notre fédération donne mandat à la fédération française du bâtiment, 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16 pour procéder à la négociation des textes de substitution au texte ci-dessus dénoncé, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Les accords de salaire, indemnités de petits déplacements et indemnités pour les maîtres d'apprentissage confirmés restent en vigueur. Une fois les nouvelles conventions collectives nationales conclues, ces accords feront l'objet d'avenants à ces conventions collectives nationales. Ils demeureront négociés au niveau local, à l'exclusion du premier avenant correspondant.

La présente dénonciation fera l'objet d'un dépôt, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, auprès de l'administration.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président.